

# Le Conseil national balaie les réformes de la poste et laisse passer une occasion

Berne, le 29 septembre 2010

## Communiqué

### Le Conseil national balaie les réformes de la poste et laisse passer une occasion

Le PLR continuera à se battre pour l'ouverture du marché et pour les consommateurs

---

**Le Conseil national a rejeté aujourd'hui l'ouverture du marché aux services postaux. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux regrette cette décision à courte vue. En lieu et place de garantir la préservation et le développement d'un service public de qualité, le Conseil national le rend bien plus compliqué et surtout coûteux. Pour le PLR, le service public constitue une préoccupation centrale : un service universel de qualité en Suisse, notamment dans les régions périphériques, doit assurer aux consommateurs des prix équitables et une fiabilité sans faille. La concurrence stimule le marché, assurant ainsi des services de qualité aux plus bas prix, pour les consommateurs ainsi que les PME. Les temps ont changé ! La politique ne doit pas se limiter à entreprendre des réformes raisonnables, sans quoi les heures d'ouverture resteront rigides et de courte durée sans compter que les prix demeureront élevés. Sans ouverture du marché, la révision de la loi sur la poste est vide de sens : la position de la poste ne doit pas être renforcée artificiellement. Son monopole se doit d'être corrigé. Lors de son vote final, le Groupe libéral-radical a rejeté la loi sur la poste. Vendredi, il la rejettera à nouveau ainsi que la loi sur l'organisation de la poste.**

*Le conseiller national Jean-René Germanier déclare : « Le PLR regrette cette décision qui bloque le peu de concurrence qui aurait pu s'opérer sur le marché postal. Les libéraux-radicaux continueront de s'engager pour une libéralisation permettant aux consommateurs de bénéficier de prix plus bas et pour le maintien de services de qualité dans toutes les régions du pays. »*

#### Contacts:

Jean-René Germanier, conseiller national, 079 628 66 20

Noé Blancpain, chef communication, 078 748 61 63

Philippe Miauton, porte-parole, 079 277 68 41